

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 29/10/24

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEVIA**

ZI du Petit Parc  
Rue des Fontenelles - Voie C  
78920 Ecquevilly

Références : D-0723-2024 / LRAR n° 1A 214 145 3366 3  
Code AIOT : 0006408012

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement SEVIA implanté 200 avenue Marius Bucchi ZI Le Fournale IV 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées au risque incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVIA
- 200 avenue Marius Bucchi ZI Le Fournale IV 84700 Sorgues
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVIA exploite sur le site de Sorgues une installation de transit, regroupement, tri et traitement de pneumatiques usagés, ainsi qu'une installation de transit, regroupement de déchets dangereux (huiles usagées, mélanges eaux/huiles, liquides de refroidissement). Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 12/02/2019, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/03/2023.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les

principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	2 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
8	Entreposage des déchets de pneumatiques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 8.3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de contrôler la prise en compte de certaines obligations réglementaires générales en matière de risque d'incendie. Il en ressort que plusieurs demandes de mise en conformité ont été formulées à l'exploitant (plusieurs plans à élaborer, consignes et registre de sécurité à compléter, plan de défense incendie à établir et exercice de défense contre l'incendie à réaliser).

À noter également que l'organisation des stockages de pneumatiques usagés ayant en partie évolué depuis l'autorisation de 2019, l'exploitant devra justifier que la nouvelle organisation en place n'accroît pas le risque d'incendie ni ses zones d'effet.

## 2-4) Fiches de constats

*Point d'attention : les informations disponibles dans la partie Constats sont le reflet d'une vérification des installations dite « par sondage ».*

N° 1 : Localisation des risques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas présenté de plan relatif à l'identification sur son site des zones à risque d'incendie ou d'explosion.  Ces zones ne sont pas matérialisées sur le site.  À proximité de l'entrée du site, un panneau d'affichage précise les consignes à suivre, notamment en matière de circulation, d'interdiction de feu et de port des équipements de protection individuelle (EPI).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  → Il est demandé à l'exploitant d'identifier les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion conformément aux dispositions de l'article 48 de l'AM du 04/10/2010 et de les reporter sur un plan.  → Il est demandé à l'exploitant de matérialiser ces zones sur le terrain par des moyens appropriés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### Constats :

L'exploitant a présenté la fiche n° 33 « Consignes en cas de sinistre site de Sorgues » (mise à jour du 08/08/2024). La partie I est dédiée au départ de feu et / ou incendie déclaré. L'examen de ce document a conduit l'Inspection à formuler les observations suivantes :

- Cette consigne vise l'utilisation des extincteurs et autres moyens disponibles, sans préciser lesquels (les robinets d'incendie armés (RIA) ne sont pas mentionnés).
- Le plan du site disponible en annexe représente le portail pompiers, mais il ne représente pas les extincteurs, ni les RIA disponibles sur site.
- Dans le point 5), il est stipulé qu'il faut fermer la vanne d'isolement. Or le site dispose de trois vannes d'isolement qu'il faut manœuvrer. Ces vannes ne sont pas identifiées sur un plan.
- L'obligation d'informer l'Inspection des installations classées ne figure pas.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de compléter les consignes de sécurité établies (fiche n° 33) de façon à prendre en compte les observations formulées ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 3 : Documents de l'installation.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plans et documents

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;
- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;
- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;
- le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;

#### Constats :

L'exploitant a présenté le plan libellé « Implantation SEVIA » (de 2021), représentant les réseaux secs et humides. Ce plan, au format A3 est peu lisible. L'exploitant déclare disposer d'une version de ce plan au format numérique, pouvant être zoomée.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie.

Le site n'est à ce jour pas équipé de détecteurs, mais il va prochainement l'être. En effet, l'exploitant a récemment fait établir un devis pour la pose de deux caméras thermiques visant à couvrir la zone d'activité pneumatiques et la zone d'activité huiles usagées, couplé à un dispositif de télésurveillance. La mise en place de cette détection est prévue d'ici la fin de l'année 2024.

L'exploitant dispose d'un plan établi à la main des moyens de lutte contre l'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Il est demandé à l'exploitant d'établir un plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie. Ce plan précisera les volumes d'eaux susceptibles d'être retenus en fonction des zones du site. Seront représentées sur ce plan les vannes d'obturations à actionner en cas de besoin.

→ Il est demandé à l'exploitant, dès la mise en place du dispositif de détection par caméras thermiques, d'établir un plan d'implantation des détecteurs.

→ Il est demandé à l'exploitant d'établir un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie selon un format plus approprié pour communiquer auprès du personnel intervenant ou susceptible d'intervenir sur le site de Sorgues.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédures de contrôle et de maintenance

**Prescription contrôlée :**

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le registre de sécurité. La partie relative à l'inventaire des extincteurs recense 11 extincteurs et précise leur type, leur capacité et leur emplacement sur le site. Toutefois, cet inventaire est incomplet, dans la mesure où les équipements présents sur la zone d'activité huiles usagées ne sont pas renseignés. Les robinets d'incendie armés (RIA) présents sur le site ne sont pas reportés dans l'inventaire RIA.

Dans ce registre, sont reportées les vérifications périodiques effectuées sur les moyens de lutte contre l'incendie (contrôles effectués par l'organisme Eurofeu Services (13)). Les trois derniers contrôles ont été effectués les : 03/03/2022, 07/03/2023 et 14/02/2024. Le dernier contrôle porte la mention RAS.

Pour respecter les périodicités de contrôle, l'exploitant déclare disposer d'un tableau de suivi (non consulté en séance) tenu à jour par la responsable QHSE présente au siège (à Ecquevilly (78)).

La présence de ces moyens de lutte contre l'incendie a été vérifiée par sondage (extincteurs sur roue à proximité du pont bascule et à proximité de la zone de tri des pneumatiques et RIA au niveau du stockage des broyats). Ces équipements portaient le macaron relatif au dernier contrôle périodique effectué. Ils étaient facilement accessibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Il est demandé à l'exploitant de compléter le registre de sécurité, parties inventaire des extincteurs et inventaire des RIA.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des défaillances

**Prescription contrôlée :**

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

**Constats :**

Ces conditions et modalités ne sont pas formalisées dans une procédure.

L'exploitant déclare que si l'utilisation des premiers moyens de lutte contre l'incendie dont il dispose apparaît insuffisante, il est prévu d'appeler les pompiers pour intervention. L'ordre d'évacuation du personnel serait alors donné et il serait dirigé vers le point de rassemblement. L'alimentation électrique du site serait coupée si l'accès au transformateur peut se faire sans difficulté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Il est demandé à l'exploitant de définir les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et de le formaliser dans une procédure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### Constats :

En préambule, il est précisé que cette disposition est entrée en application le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

L'exploitant ne dispose pas à ce jour d'un plan de défense incendie (PDI) tel que défini à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023. Il déclare disposer d'une partie des informations exigées, qui nécessitent d'être complétées et rassemblées pour constituer le PDI.

L'exploitant a présenté un support de présentation transmis par le groupe SARPI-VEOLIA (en juillet dernier) relatif aux nouveautés réglementaires en matière de prévention et de gestion des risques sur les sites ICPE, parmi lesquelles figure l'élaboration du PDI. L'exploitant déclare que ce sujet est plus particulièrement suivi par la responsable QHSE basée à Ecquevilly. L'élaboration de ce document complet est en cours et l'exploitant s'engage sur sa finalisation avant la fin de l'année 2024.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté un courrier en date du 17/06/2024 que le SDIS lui a adressé, en vue d'élaborer un plan ETACO (ETAbissement COnnu). Il s'agit d'un document opérationnel qui a pour objectif de faciliter l'intervention des secours. Le SDIS s'est rendu sur le site de SEVIA le 31/07/2024 afin de collecter plusieurs éléments d'information pour la rédaction de ce plan.

L'exploitant déclare que ce travail en collaboration avec les services d'incendie et de secours permettra également d'alimenter le PDI en cours d'élaboration.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de réaliser un plan de défense contre l'incendie comprenant l'ensemble des informations et des pièces définies par l'article 5 de l'AM du 22/12/2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 7 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<b>Constats :</b> <p>En préambule, il est précisé que cette disposition est entrée en application le 1<sup>er</sup> juillet 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté un courriel du SDIS dans lequel il propose la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie en octobre 2024 sur la plateforme de stockage des huiles usagées du site de Sorgues. L'exploitant reste en attente de la confirmation de la date retenue.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>→ Il est demandé à l'exploitant, dès la réalisation de l'exercice de défense contre l'incendie avec les services du SDIS, de transmettre le compte-rendu à l'Inspection des installations classées. Ce document précisera le scénario mis en œuvre, les participants (personnel SEVIA et sous-traitants), le rôle que chacun a tenu durant l'exercice, les conclusions et les éventuelles améliorations à apporter.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 8 : Entreposage des déchets de pneumatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 8.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'entreposage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les déchets liquides dangereux et les déchets de pneumatiques sont entreposés conformément au plan présenté dans l'annexe 2 du présent arrêté. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour garantir le respect des distances de sécurité permettant de contenir les effets d'un éventuel incendie à l'intérieur du site et de prévenir les effets dominos, en particulier :</p>



- Les îlots de stockage de pneumatiques sont séparés entre eux d'une distance minimale de 10 mètres.
- La réserve de fioul est située à plus de 12 m des limites du stock de broyats le plus proche.
- Le broyeur de pneumatiques est situé à plus de 10 m des îlots de pneumatiques et plus de 18 m de la réserve de fioul.

Les aires de réception, de transit, de regroupement et de tri de déchets de pneumatiques doivent être distinctes et clairement repérées.

[...]

#### **Constats :**

Ce point de contrôle ne faisait initialement pas partie de la grille de contrôle de l'action régionale. Il a été ajouté pour tenir compte des constats réalisés lors de la visite de terrain. En effet, sur la partie basse de la plateforme, une partie des pneumatiques n'est pas entreposée conformément au plan d'entreposage : un îlot unique au lieu de deux îlots espacés en partie Sud et des pneumatiques poids lourds présents sur une zone non identifiée par le plan.

L'exploitant déclare que le plan annexé à l'arrêté préfectoral du 12/02/2019 ne tient pas compte de l'installation postérieurement d'un second broyeur qui a induit une réorganisation pour partie des stocks présents sur le site. Il a été rappelé à l'exploitant que le plan annexé, sur lequel figurent les îlots de stockage, est directement issu de l'étude des dangers réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2017. Cette organisation avait fait l'objet d'une modélisation des flux thermiques visant à vérifier les zones d'effet (leur maintien dans les limites de propriété et l'absence d'effet domino).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Dans la mesure où l'organisation des stockages de pneumatiques sur la plateforme a évolué depuis le dossier de demande de 2017, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'étude de modélisation des flux thermiques et le plan d'entreposage des déchets en conséquence. Cette étude devra justifier que la nouvelle organisation en place n'accroît pas le risque d'incendie ni ses zones d'effet. Dans un second temps, l'exploitant devra clairement matérialiser ces zones sur le terrain.

Il est convenu que l'exploitant transmette sous un mois, le justificatif relatif à la commande de la mise à jour de cette étude.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois